



Volontaires d'EAPPI à Khirbet Tana.
Photo: EAPPI 2016

La peur de tout perdre, d'un jour à l'autre

Durant le premier trimestre 2016, plus de 500 infrastructures palestiniennes ont été confisquées ou détruites par les autorités israéliennes : habitations, écoles, abris pour animaux, citernes, etc. Selon les Nations Unies (www.ochaopt.org), environ 80% des démolitions de maisons ont eu lieu en Cisjordanie et 15% à Jérusalem-Est.

Au mois de mars, 94 maisons et infrastructures ont été détruites dans le village de Khirbet Tana, au nord de la Cisjordanie. 250 personnes vivent de l'agriculture et de l'élevage dans ce village situé dans une « firing zone », une zone délimitée par l'armée israélienne dans les territoires palestiniens occupés comme zone d'exercices militaires. En novembre 2015, la Cour suprême israélienne a refusé d'annuler l'ordre de destruction qui menaçait les infrastructures et les démolitions ont commencé au mois de février.

Marie Stöpfer s'est engagée de février à mai 2016 comme volontaire pour Peace Watch Switzerland (PWS) au sein du Programme œcuménique d'accompagnement en Palestine et Israël (EAPPI) et a, durant ces trois mois, documenté à plusieurs reprises des démolitions de maisons à Khirbet Tana.

Prochaines séances d'information pour les personnes intéressées par une mission d'observation au Guatemala, en Colombie ou en Palestine/Israël.

A Berne

Samedi 17 septembre 2016,
Foodway Consulting, Bollwerk 35
13h30 – 16h30

A Zurich

Samedi 1er octobre 2016,
Katholisches Hochschulzentrum
AKI, Hirschengraben 86
(au-dessus de Central)
13h30 – 16h30

A Genève

Mardi, 27 septembre 2016
UniMail, Bd du Pont-d'Arve 40
19h00 – 21h00



Marie Stöpfer

Master en Sciences politiques, 27 ans :
«Je voulais découvrir comment la population civile palestinienne vit aujourd'hui sous occupation».
Photo: EAPPI 2016

Sur quelle base juridique ces démolitions de maisons sont-elles effectuées?

Marie Stöpfer: Les démolitions de maisons se déroulent principalement dans la «zone C», administrée civilement et militairement par Israël, ou dans des zones militaires d'accès réglementé. Dans ces régions, il est presque impossible pour les Palestiniens d'obtenir un permis de construire : les familles continuent donc à construire sans permis. En premier lieu, elles reçoivent une interdiction de construire et plus tard un ordre de démolition. Elles sont alors invitées à détruire elles-mêmes leurs maisons ou devront se débrouiller pour financer la démolition.

Récemment, selon l'organisation de défense des droits humains israélienne B'tselem, les démolitions de maisons ont aussi pris une forme punitive, en réponse à la violence perpétrée par certain-e-s Palestiniens à l'encontre d'Israélien-ne-s. Si

un membre d'une famille est soupçonné d'avoir exercé un acte de violence, ou si le fait est avéré, la maison de la famille est détruite.

Y a-t-il une possibilité pour un-e propriétaire palestinien-ne d'empêcher une destruction?

Empêcher non, au mieux la destruction peut être retardée. Lorsqu'une procédure judiciaire est lancée contre une destruction, l'ordre de démolition est suspendu. Mais ce sont des procédures très complexes et difficiles à gagner.

tournez la page >

Prochains séminaires de préparation

Palestine/Israël:

18-24 septembre 2016

Guatemala et Colombie

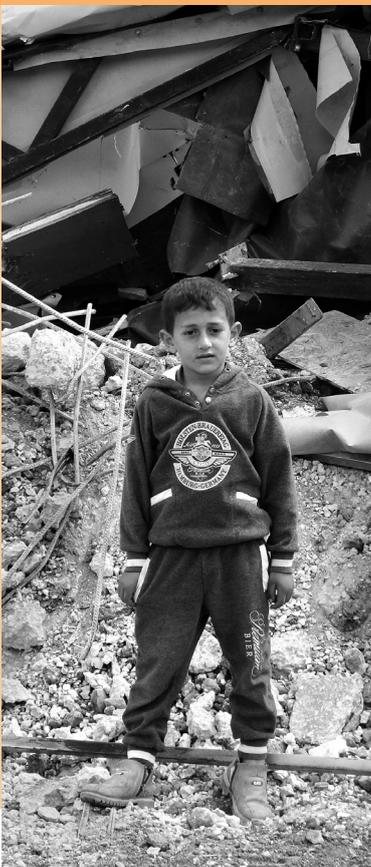
2-6 novembre 2016

Suivez les actualités de nos projets sur notre [page facebook](#), les blogs des volontaires ([AL](#) et [P/I](#)) ou notre [site internet](#) !

Exposition de photographies

Trois accompagnateurs/-trices œcuméniques parti-e-s avec EAPPI organisent une exposition de photographies prises durant leur mission «Territoires occupés: Regards partagés».

Du 1er septembre au 31 décembre 2016, Salle Bicubic, Route d'Arruffens 37, Romont
Vernissage :
mercredi 14 septembre, 19h



Devant les décombres de Khirbet Tana. Foto: EAPPI 2016

Que font les équipes d'EAPPI quand elles sont appelées lors d'une destruction de maison?

Nous essayons d'arriver sur place le plus vite possible, ce qui est souvent difficile étant donné que les routes sont parfois bloquées complètement. Dans le meilleur des cas, nous pouvons parler aux familles, faire un inventaire de ce qu'elles ont perdu dans la destruction de leur maison et les mettre en contact avec des organisations qui peuvent, par exemple, leur apporter des tentes ou un soutien juridique ou psychologique. Toutefois l'objectif principal est de pouvoir les soutenir à travers notre présence.

Comment est-ce que les familles palestiniennes que vous avez accompagnées ont réagi en voyant leurs moyens de subsistance être détruits sous leurs yeux?

De la même manière qu'une famille en Suisse réagirait si elle perdait tout d'un moment à l'autre! Ils se tiennent debout devant les décombres de leur maison, de leur vie, et peinent à réaliser et à comprendre. Les jeunes réagissent différemment que les plus âgés : ils ont beaucoup d'énergie et commencent immédiatement à reconstruire. Les personnes âgées sont souvent fatiguées et épuisées, elles font des insomnies parce qu'elles s'attendent à tout moment à ce que leur maison soit à nouveau détruite. J'ai rencontré un vieil homme qui se tenait là et pleurait.

Et comment t'es-tu sentie face à cette situation?

C'était horrible, je me suis sentie complètement inutile et perdue. Certes, nous n'avons aucune influence dans de telles situations, mais ce n'est pas non plus ce que les familles palestiniennes attendent de nous. Pour elles, il est important que nous soyons là ; ainsi, elles se sentent moins oubliées.

Comment les Israélien-ne-s réagissent à votre présence?

Nous avons affaire principalement à deux groupes d'Israélien-ne-s: les colons et les soldats. Les colons rejettent notre présence, ils nous disent que nous n'avons « rien à faire ici », qu'il s'agit de leur pays et qu'ils ont un droit sur cette terre.

Avec les soldats la relation peut être très différenciée. Ils sont représentatifs de la société israélienne, puisque tous et toutes les Israélien-ne-s sont obligé-e-s de faire le service militaire. Parmi les soldat-e-s, il y a donc ceux et celles qui certainement comprennent pourquoi nous sommes là. Ils acceptent notre présence et ne nous mettent pas de bâtons dans les roues. D'autres réagissent de manière très agressive. Mais on ne peut pas généraliser.

Et puis il y a les représentant-e-s des organisations israéliennes qui luttent pour la paix et les droits humains, avec lesquelles nous sommes en contact. Pour elles, la solidarité est aussi très importante.

Tu es revenue en Suisse il y a peu. Quel bilan tires-tu de ton engagement ?

J'ai beaucoup appris de tous les gens fabuleux que j'ai rencontrés. Leur façon de ne jamais perdre espoir malgré la situation difficile et leur volonté de poursuivre leurs objectifs sans violence m'ont donné du courage. Ils vivent dans une insécurité constante, ne peuvent rien planifier parce que tout change constamment, et pourtant ils sont simplement là et essaient autant que possible de vivre une vie « normale ». *Interview: Barbara Müller*

EAPPI est un programme international du Conseil œcuménique des Églises (COE). Sous le patronage de la Fédération des Églises protestantes de Suisse (FEPS), l'EPER est responsable de la participation suisse au programme et mandate PWS pour la recherche, la sélection et la formation des observateurs/-trices volontaires ainsi que pour leur encadrement avant et pendant leur engagement. L'EPER soutient les volontaires qui reviennent de mission dans leur travail de sensibilisation. **D'autres articles sur ce sujet et d'autres rapports de participant-e-s au programme EAPPI peuvent être trouvés sur le blog : <https://enrouteaveceappi.wordpress.com/>**